



CHAPITRE 170

LOI CONCERNANT LES ASSEMBLÉES PUBLIQUES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
des assemblées publiques.

SECTION 1

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

2. Toute assemblée publique des habitants, ou d'une Ce qui est censé une assemblée publique. classe particulière des habitants d'un district, d'un comté, d'une cité, d'une ville, d'un quartier, d'un canton ou d'une paroisse en cette province, qui est prescrite par la loi et convoquée en la manière ci-après voulue par l'article 6, est censée et est de fait une assemblée publique dans le sens de la présente loi. S. R. (1909), 3720.

3. Toute assemblée publique des habitants, ou d'une Assemblée convoquée par le shérif, le maire, etc. classe particulière des habitants d'un district, d'un comté, d'une cité, d'une ville, d'un quartier, d'un canton ou d'une paroisse en cette province, convoquée par le shérif du district, ou par le maire ou autre premier fonctionnaire municipal d'une cité ou d'une ville respectivement, en la manière prescrite par l'article 7, sur la réquisition de douze ou plus des francs tenanciers, citoyens ou bourgeois de ces district, comté, cité, ville, quartier, canton ou paroisse ayant droit de voter à l'élection des députés à l'Assemblée législative, à raison des propriétés qu'ils possèdent dans ces district, comté, cité, ville, quartier, canton ou paroisse, respectivement, est censée être et est de fait une assemblée publique dans le sens de la présente loi. S. R. (1909), 3721.

4. Toute assemblée publique convoquée par deux Assemblée convoquée par deux juges de paix ou plus, résidant dans ces district, comté,

juges de
paix.

cité ou ville, quartier, canton ou paroisse, respectivement, sur pareille réquisition de douze ou plus de ces francs tenanciers, citoyens ou bourgeois, est aussi cens e être et est de fait une assemblée publique dans le sens de la présente loi. S. R. (1909), 3722.

Assemblée
d clar e pu-
blique par
deux juges
de paix.

5. Toute assemblée publique des habitants ou d'une classe particulière des habitants d'un district, d'un comté, d'une cité, d'une ville, d'un quartier, d'un canton ou d'une paroisse en cette province, qui est d clar e être une assemblée publique, suivant l'intention de la présente loi, par deux juges de paix résidant dans ces district, comté, cité, ville, quartier, canton ou paroisse, en la manière prescrite par l'article 8, est cens e être et est de fait une assemblée publique dans le sens de la présente loi. S. R. (1909), 3723.

SECTION II

DE LA CONVOCATION DES ASSEMBLÉES PUBLIQUES

Mode de con-
vocation de
ces assem-
blés.

6. L'avis donné pour la convocation d'une assemblée publique ainsi que mentionn e dans l'article 2, doit contenir une annonce portant que cette assemblée, et toutes les personnes qui y assisteront, seront sous la protection de la présente loi, et que tous et chacun aient à en prendre connaissance et à se conduire en conséquence. Cette partie de l'avis peut être en la forme ou à l'effet suivant:

"Avis public est par le présent donné que l'assemblée qui doit se tenir en vertu de cet avis, est convoquée conformément aux dispositions de la Loi des assemblées publiques (chap. 170 des Statuts refondus, 1925), et que cette assemblée et toutes les personnes qui y assisteront seront en conséquence sous la protection de ladite loi; et il est par le présent strictement enjoint, au nom de Sa Majesté, à tous et chacun d'en prendre connaissance, et de se conduire en conséquence, et ce, à leurs risques et péril." S. R. (1909), 3724.

Mode de
convocation
de ces assem-
blés d'après
les art. 3 et 4.

7. L'avis donné par le shérif d'un district, ou par le maire ou autre premier fonctionnaire municipal d'une cité ou d'une ville, ou par deux ou plus de deux juges de paix, pour la convocation d'une assemblée publique, telle que mentionn e aux articles 3 et 4, doit:

1  être donné trois jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de cette assemblée;

2  Indiquer les noms des requérants, ou d'un nombre suffisant d'entre eux;

3° Mentionner que cette assemblée est convoquée conformément aux dispositions de la présente loi;

4° Déclarer que cette assemblée, et toutes les personnes qui y assisteront, seront sous la protection de la présente loi concernant les assemblées publiques, et que tous et chacun aient à en prendre connaissance et à se conduire en conséquence.

Cet avis peut être en la forme ou à l'effet suivant:

FORME DE L'AVIS

“Aux habitants du district de (ou suivant le cas) et à tous autres que les présentes peuvent en quelque manière concerner.

Attendu que je, A. B., shérif de, etc., (ou nous, C. D. et E. F.), deux (ou quel que soit le nombre) des juges de paix de Sa Majesté pour le district de A., résidant dans ledit district, (ou résidant dans le comté de B, ou suivant le cas) avons reçu une réquisition signée de I. J., K. L., etc., etc., (insérer les noms de douze des requérants au moins, et autant d'autres noms que l'on peut commodément insérer, et indiquer aussi le nombre des autres) et de cinquante-six, (ou suivant la circonstance) autres, qui (ou dont douze d'entre eux) sont francs tenanciers dudit district (ou citoyens de ladite cité) ayant droit de voter à l'élection des députés à l'Assemblée législative, en vertu des propriétés qu'ils possèdent dans ledit district (ou cité, etc., suivant le cas), me (ou nous) requérant de convoquer une assemblée publique de (ici citer la réquisition);

Attendu que j'ai (ou nous avons) résolu d'accéder à ladite réquisition, je déclare (ou nous déclarons) en conséquence que ladite assemblée se tiendra à (indiquer ici le lieu), le jour de prochain (ou courant), à heure de l'a midi, ce dont tous et chacun sont par les présentes requis de prendre connaissance;

Attendu que ladite assemblée a été ainsi convoquée par moi (ou nous) conformément aux dispositions de la Loi des assemblées publiques (chap. 170 des Statuts refondus, 1925), ladite assemblée, et toutes les personnes qui y assisteront, seront en conséquence sous la protection de ladite loi; et il est strictement enjoint, au nom de Sa Majesté, à tous et chacun, d'en prendre connaissance, et de se conduire en conséquence, et ce, à leurs risques et péril.

Témoin, mon seing (*ou nos seings*), à , dans le
district de , ce jour de 19 .

A. B.,
Shérif.

ou

C. D., J. P.
E. F., J. P."

S. R. (1909), 3725.

Mode de con-
vocation des
assemblées
par de sim-
ples particu-
liers.

8. Sur information sous serment devant un juge de paix, qu'une assemblée publique des habitants, ou d'une classe particulière des habitants d'un district ou comté, d'une cité ou ville, d'un quartier, d'un canton ou d'une paroisse, n'étant pas une assemblée publique de la description indiquée dans l'article 2, ni une assemblée publique convoquée en la manière voulue par les articles 3 et 4, est fixée pour être tenue en un lieu situé dans la juridiction de ce juge de paix, et qu'il y a raison de croire qu'un grand nombre de personnes y assisteront, deux juges de paix ayant juridiction dans l'endroit dans lequel telle assemblée doit être tenue, peuvent donner avis de cette assemblée, et la déclarer être, ainsi que toutes les personnes qui y assisteront, sous la protection de la présente loi, et que tous et chacun aient à en prendre connaissance, et à se conduire en conséquence.

Cet avis peut être en la forme ou à l'effet suivant:

FORME DE L'AVIS

"Aux habitants du district de (*ou suivant le cas*), et à tous autres que les présentes peuvent en quelque manière concerner.

Attendu que, sur information sous serment devant D. E., écuyer, un des juges de paix de Sa Majesté pour le district de (*ou suivant le cas*) dans lequel doit être tenue l'assemblée ci-après mentionnée, il paraît qu'une assemblée publique des habitants (*ou francs tenanciers, etc., suivant le cas*), du district de (*ou suivant le cas*), doit être tenue à , dans le dit district (*ou suivant le cas*) le jour de prochain (*ou courant*), à heure de l'a -midi (*ou à quelque autre heure du dit jour*); et qu'il y a raison de croire qu'un grand nombre de personnes y assisteront;

Attendu qu'il nous paraît expédient à nous, C. D. et E. F., deux (*ou quelque'en soit le nombre*) des juges de paix de Sa Majesté, ayant juridiction dans le district (*ou sui-*

vant la circonstance) dans le but de maintenir l'ordre et la régularité à cette assemblée, et d'y conserver la paix publique, que cette assemblée et tous ceux qui pourront y assister, soient déclarés sous la protection de la Loi des assemblées publiques (chap. 170 des Statuts refondus, 1925.)

A ces causes, sachez que, conformément aux dispositions de ladite loi, et à l'autorité à nous déléguée en vertu de ces dispositions, nous donnons avis, par les présentes, que cette assemblée aura lieu, et déclarons, par les présentes, que cette assemblée publique et tous ceux qui pourront y assister, seront sous la protection de ladite loi; et il est strictement enjoint, au nom de Sa Majesté, à tous et chacun, d'en prendre connaissance, et de se conduire en conséquence, et ce, à leurs risques et péril.

Témoin, nos seings à _____, dans le district de _____, ce _____ jour de _____, 19 _____.

C. D., J. P.

E. F., J. P.

etc."

S. R. (1909), 3726.

9. Tout shérif, maire, juge de paix ou autre personne qui convoque l'assemblée publique indiquée dans les articles 3 et 4, est tenu d'en donner avis public, d'une manière aussi étendue qu'il peut raisonnablement le faire, en faisant afficher et distribuer dans le district, le comté, la cité, la ville, le quartier, le canton ou la paroisse où l'assemblée est convoquée, un nombre suffisant de copies écrites ou imprimées de l'avis de convocation. Convocation des assemblées par le shérif ou les magistrats.

S. R. (1909), 3727.

10. Les juges de paix qui déclarent qu'une assemblée publique qui doit avoir lieu, est sous la protection de la présente loi, ainsi que mentionné en l'article 5, sont tenus de donner avis public de cette déclaration, en faisant afficher et distribuer dans le district, le comté, la cité, la ville, le quartier, le canton ou la paroisse où l'assemblée est ainsi convoquée, autant de copies écrites ou imprimées de l'avis ou déclaration, émises à cette fin, qu'il en faut raisonnablement pour cet objet, et selon que le temps fixé pour tenir l'assemblée peut raisonnablement le permettre. Avis que doivent donner les magistrats qui déclarent l'assemblée légale.

S. R. (1909), 3728.

11 Tout shérif, maire, juge de paix ou autre personne qui convoque une assemblée publique en vertu des dispositions des articles 3 et 4, ou qui déclare qu'une assemblée, convoquée par d'autres, est une assemblée Shérifs et magistrats tenus d'y assister.

publique sous la protection de la présente loi en vertu des dispositions des articles 5 et 8, est tenu d'assister à cette assemblée; et soit que ce shérif, ce maire, ce juge de paix ou cette autre personne soit nommé par l'assemblée pour la présider ou non, chacun d'eux, respectivement, doit se tenir au lieu, ou près du lieu fixé pour cette assemblée, jusqu'à ce qu'elle se soit dispersée, et prêter toute l'assistance qui est en son pouvoir pour y maintenir la paix publique. S. R. (1909), 3729.

SECTION III

DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE ET DE SES DEVOIRS

Devoir du
président de
l'assemblée.

12. Quiconque est requis par la loi de présider telle assemblée publique, ou est nommé en la manière ordinaire pour la présider, est tenu, avant de procéder aux affaires pour lesquelles elle est convoquée, de faire lire publiquement l'avis convoquant l'assemblée, ou la déclaration en vertu de laquelle elle est déclarée assemblée publique sous la protection de la présente loi. S. R. (1909), 3730.

Maintien de
l'ordre.

13. Quiconque est requis par la loi de présider telle assemblée, ou est nommé en la manière ordinaire pour la présider, est tenu d'y maintenir l'ordre; et, dans ce but, il peut faire éloigner, par ordre verbal ou autrement, tous ceux qui tenteraient de l'interrompre ou de la troubler, à une distance telle qu'ils ne puissent la troubler ou l'interrompre, et déclarer, par un instrument écrit sous sa signature, et sur simple vue du fait, que la personne qui tente ainsi d'interrompre ou troubler l'assemblée est coupable de pareille tentative de trouble ou d'interruption; et, là-dessus, tout juge de paix peut, immédiatement, incarcérer cette personne, par mandat sous sa signature, dans la prison commune du district, ou dans tout autre lieu de détention temporaire désigné par lui, pour une période de pas plus de quarante-huit heures à compter du moment où le mandat d'emprisonnement a été signé, et jusqu'au paiement des frais légitimes encourus par le constable et le geôlier pour son arrestation, son transport et sa détention. S. R. (1909), 3731.

SECTION IV

DES POUVOIRS DU PRÉSIDENT

Pouvoir du
président de
requérir
assistance.

14. Le président, afin de maintenir la paix et conserver le bon ordre dans toute telle assemblée publique, peut requérir tout juge de paix, constable et autre personne de lui prêter main-forte au besoin. S. R. (1909), 3732.

15. Sur demande par écrit de la part de celui qui la Pouvoir d'as-
préside comme susdit, tout juge de paix présent à l'as- sermenter
semblée est tenu d'assermenter le nombre de constables des consta-
spéciaux qu'il juge nécessaire pour y maintenir la paix bles spé-
publique. S. R. (1909), 3733. ciaux.

16. Quiconque, âgé de dix-huit à soixante ans, est Amende pour
requis par un juge de paix, dans quelque une de ces occa- refus d'obéir.
sions, de prêter serment comme constable spécial, et
omet ou refuse de le faire, sans cause alors plausible aux
yeux de ce juge de paix, peut être condamné par lui,
après avoir pris acte de ce refus, à payer une amende
n'exédant pas huit dollars, qui doit être prélevée et per-
çue de la même manière que les autres amendes impo-
sées par voie sommaire devant les juges de paix. S. R.
(1909), 3734.

SECTION V

DU MAINTIEN DE LA PAIX

17. Tout juge de paix dans la juridiction duquel une Pouvoir des
assemblée doit se tenir peut demander, ôter et enlever magistrats de
à toute personne qui y assiste ou s'y rend, toute arme désarmer les
offensive, telle que arme à feu, épée, trique, bâton ou personnes.
autre arme semblable dont elle est ainsi armée, ou qu'elle
a dans les mains ou en sa possession; et si, sur cette de-
mande, telle personne refuse de rendre paisiblement et
de bon gré au juge de paix toute arme offensive tel
que susdit, ce juge de paix peut prendre acte de son refus
de livrer cette arme, et la condamner à une amende
n'exédant pas huit dollars, laquelle doit être prélevée et
perçue de la même manière que les autres amendes im-
posées par voie sommaire devant les juges de paix; mais
cette condamnation n'affecte pas le pouvoir du juge de
paix, ou de tout autre juge de paix, d'ôter ou faire enlever
telle arme à cette personne sans son consentement, mal-
gré elle, et avec la force nécessaire pour ce faire. S. R.
(1909), 3735.

18. Sur demande faite le jour après que l'assemblée Remise des
s'est finalement séparée, et pas avant, toute telle arme armes en cer-
ainsi livrée de bon gré et paisiblement au juge de paix, tains cas.
si la valeur en est d'un dollar ou plus, est par lui remise
à la personne de qui il l'a ainsi reçue. S. R. (1909),
3736.

19. Nul juge de paix n'est tenu de remettre cette Si elles sont
arme, ni d'en payer la valeur, dans le cas où elle aurait détruites ou
été, par un accident inévitable, détruite ou perdue sans perdues.
sa faute. S. R. (1909), 3737.

SECTION VI

DE LA PRESCRIPTION DES ACTIONS

Limitation
du délai des
actions.

20. Toute action portée contre une personne, pour infraction à la présente loi, doit être intentée dans les douze mois suivant le fait qui lui a donné lieu. S. R. (1909), 3738.